



## **Solidarité avec les révolutionnaires arrêtés le 12 février en Italie !**

Le 12 février, tous les médias d'Europe ont titré sur la grande opération policière dirigée contre le Parti Communiste Politico-Militaire (appelé erronément par les médias « Nouvelles Brigades Rouges » en raison de son lien historique avec l'expérience des B.R.). Après des dizaines de perquisitions et d'interpellation, quinze militants âgés de 21 à 54 ans (certains liés aux luttes armées des années 70), hommes et femmes, délégués syndicaux, activistes anti-guerre, animateurs des centres sociaux, prolétaires, étudiants étaient emprisonnés, des armes et des documents politiques étaient retrouvés, plongeant l'Italie dans la stupeur.

Stupeur horrifiée dans le camp de la bourgeoisie, suivie d'une réaction hystérique. Médias et politiques ont multipliés les déclarations, passant du triomphalisme, (en exaltant l'action policière), au catastrophisme, (en découvrant à quel point le projet du Parti Communiste Politico-Militaire plongeait ses racines dans la classe et les luttes de masse). La vague de solidarité avec les militants

arrêtés n'a rien fait pour rassurer le régime : des dizaines de collectifs et d'organisations politiques en Italie se sont déclarés solidaires ; dans de nombreuses villes, des slogans de solidarité ont été peints sur les murs des usines, des tracts ont été distribués et des affiches collées. Le domicile du chef de la police politique à Padoue a fait l'objet d'une attaque incendiaire, etc. Deux cents quinze actions de solidarité en trois mois !

Ces preuves de la popularité d'une lutte révolutionnaire achevée d'affoler la bourgeoisie. Non seulement les patrons ont licencié les travailleurs qui avaient manifesté de la solidarité avec les militants arrêtés, mais ces travailleurs se sont vus immédiatement exclus du syndicat ! Les directions syndicales ont voulu organiser une « grève contre le terrorisme », et les partis politiques une « manifestation nationale contre le terrorisme » et ces deux projets ont avorté misérablement, achevant de transformer cette opération policière en séisme politique.

### **Document de Vincenzo Sisi, militant pour la constitution du Parti Communiste Politico-Militaire, arrêté le 12 février : *Qui sont les pommes pourries ?***

J'ai lu quelque part que tout, dans ma biographie, irait à l'encontre de la mitrailleuse dans le potager. On continue à parler de duplicité. D'un côté le bon camarade, le délégué syndical apprécié et, de l'autre, la lutte armée.

Ce n'est pas ainsi : il n'y a pas de duplicité, de séparation entre ce qu'est un communiste révolutionnaire et la militance parmi les gens : s'organiser dans le syndicat tout en n'étant pas d'accord avec la ligne des directions.

Pour s'organiser entre nous, travailleurs, dans les formes autorisées, il faut la carte syndicale. Et nous autres, travailleurs, nous prenons la carte ! Puisque les travailleuses n'ont pas le droit, d'après la loi, d'élire directement leurs propres représentants sur les lieux de travail. Elle est belle votre démocratie ! Ne serait-ce pas que cela vous fasse un peu peur quand les travailleurs s'organisent directement ? Ensuite, quand certains de ces ouvriers se rendent compte des limites des luttes économiques et de l'inutilité de la lutte parlementaire, et qu'ils s'organisent en tant que communistes, alors votre

peur grandit. Votre pouvoir de contrôler et de dominer, en imposant votre mode, pourrait être mis en discussion. Les personnes qui payent votre bien-être par l'exploitation pourraient voir qu'une alternative existe, une solution à votre monde d'exploitation et de barbarie. Et alors vous mettez en marche toute votre capacité à manipuler les consciences, à confondre les idées. Nous faire passer pour des terroristes, des criminels prêt à frapper n'importe qui, des ennemis des gens, pour criminaliser nos idées.

Par contre, il devient plus difficile de criminaliser nos vies : elles sont là, sous les yeux de tous, à démontrer notre cohérence avec les idées que nous défendons. Notre appartenance à notre classe sociale : la Classe Ouvrière.

Moi, j'ai commencé à travailler à l'âge de 14 ans, je faisais 11 heures par jour, samedi compris. Je suis devenu ouvrier qualifié. Dans cette boîte, il y avait un rapport individuel avec le patron ; pour la convention collective (sectorielle) on a fait grève à deux, moi et un vieux communiste. Ensuite, cela a été la FIAT et là, on luttait,

(...). Après une période de chômage, je suis entré chez ERGOM. Il y avait là un patron, soit tu étais avec lui, soit contre lui. J'étais contre, mais je faisais bien mon travail et il ne pouvait pas m'attaquer. Des nuages toxiques nous brûlaient les yeux et provoquaient des nausées. On sortait en courant ! Il n'y avait même pas un extracteur. Certains même, par peur, restaient à l'intérieur respirer les fumées, les larmes aux yeux. Avec d'autres camarades, on a monté le syndicat. Au début, on n'était que six inscrits : il y avait beaucoup de peur. Les contrats à durée déterminée, et la peur qu'ils ne soient pas renouvelés, les chefs qui nous harcelaient, qui nous fichaient aux premières grèves. Ensuite : le coup bas du licenciement et la tentative de corruption, avec beaucoup d'argent, pour que je reste dehors. Pendant trois ans et demi ils m'ont maintenu dehors. Avec le syndicat qui ne voulait pas de moi, même pas comme bénévole. (...)

Aux personnes avec lesquelles j'ai partagé espoirs et luttes, je veux dire qu'il n'y a pas de duplicité dans ma vie ni dans celle de mes camarades de lutte. J'étais et je suis comme cela parce que j'ai essayé et j'essaie d'être un communiste. Dans les choses de tous les jours, dans le travail, dans la lutte. A tous les autres je veux dire : Lâches ! Comment pouvez-vous dire que je sois un infiltré parmi les travailleurs et le syndicat ? Epifani [dirigeant de la CGIL, l'équivalent de la FDGTB] a dit que nous sommes des « pommes pourries ». Lui qui n'a jamais fait les trois huit, lui qui a été mis en place par le système des partis qui ont vendu la Classe Ouvrière. Moi je viens d'une famille ouvrière qui a toujours payé sa cotisation syndicale et contribué à le nourrir en crachant du sang dans les fonderies. Qui est l'infiltré dans la Classe Ouvrière ? Qui est la pomme pourrie entre moi et lui ? Je

lui ai toujours dit en face ce que je pensais, pendant les Congrès. Mon syndicat, ce sont les travailleurs ! J'ai toujours dit dans les débats au sein des directions que ce qui comptait pour nous, délégués, c'était la capacité de construire des espaces d'autonomie, sur les lieux de travail, pour que les travailleurs soient davantage protagonistes. Mais tant que tu puisses faire, tu finis par être enfermé dans la compatibilité et les limites de la lutte économique, dans le périmètre de l'usine. Tandis que dehors la surpuissance des directions syndicales, après des années de reculs et de défaites imposées aux travailleurs, devient instrument de contrôle sur la classe.

Que répond le délégué au camarade de travail en colère pour son salaire de 950 euros par mois ? Que dit-on aux ouvrières avec les poignets rompus par les cadences, 37 ans de fatigue à l'usine et à la maison, quand elles demandent leur retraite ? Qu'est-ce que je vais dire à celui qui a deux enfants et un contrat à durée déterminée de trois mois ? Et que dire à celui qui a un avis d'expulsion et qui te fait remarquer que le gouvernement trouve l'argent pour l'armement mais pas pour les logements sociaux ? Je vais lui répondre qu'il y a « Refondation » [parti réformiste issu du PCI] au gouvernement et que la bourgeoisie de gauche est meilleure que celle de droite ? Et quand tu regarde dehors, tu vois que la marchandise la moins chère, ce sont les travailleurs.

Alors soit tu es d'accord, soit tu es contre. Où tu acceptes leurs règles et tu es complice, où tu travaille pour construire l'alternative.

Vicenzo Sisi, militant pour la constitution du Parti Communiste Politico-Militaire, 2 mars 2007.

Le mouvement de solidarité avec les militants arrêtés gagnerait en force s'il trouvait un écho à l'étranger. Une manifestation de solidarité aura lieu le 16 juin à Paris, dans le cadre de la journée internationale d'action proposée par la Commission pour un Secours Rouge International. Le régime et ses médias aimerait faire croire que les révolutionnaires arrêtés le 12 février représentent les derniers échos d'une expérience appartenant à l'histoire. Nous leur donnerons en manifestant notre solidarité avec les révolutionnaire emprisonnés, qu'ils appartiennent au Parti Communiste Politico-Militaire où qu'ils aient été arrêtés pour une sympathie présumée avec lui.

**Rassemblement de solidarité à Paris, esplanade de la gare de Bercy,  
samedi 16 juin à 10H00 précises.**

**Rendez-vous pour le départ en voiture de Bruxelles,  
place Van Meenen (place communale de Saint-Gilles) à 6H00.**

Secours Rouge/APAPC

Section belge de la Commission pour un Secours Rouge International

2 juin 2007